

Une démocratie sans monnaie

2. Application aux banques

Une banque, un banquier, tout le monde croit savoir ce qu'ils font.

Posons pourtant la question : à quoi sert un banquier, au service de quoi et de qui l'a-t-on préparé ?

On peut distinguer entre l'aspect commercial et l'aspect financier:

- commercial : collecter les dépôts, gérer les moyens de paiement, accorder des crédits aux entreprises, aux particuliers, aux collectivités.

- financier : organiser au mieux la connexion entre les capitaux disponibles et les besoins d'investissements, réduire les incertitudes consubstantielles aux marchés, par des placements sûrs ou au contraire choisir le risque et jouer avec des « valeurs », à la bourse des actions ou celle des matières premières, en achetant et vendant à temps, en mettant en relation les entreprises des pays émergents et des économies développées. Dans l'autre sens, toujours selon le principe des vases communicants, faire s'écouler les excédents des pays émergents et les besoins de financement des « anciens ». Et puis... et puis, fabriquer des produits financiers, dont l'ingénierie particulière est devenue très inventive et dont les récentes mésaventures n'ont pas dissuadé d'en inventer d'autres...

Mais tout cela énuméré deux réponses prévalent.

La première : un banquier fait gagner de l'argent à ses clients comme à sa banque.

Ce sont les deux points sur lesquels il est et sera professionnellement jugé. Les écoles de commerce et de gestion, les formations sur place sont là pour lui apprendre les procédés permis et défendus pour faire gagner de l'argent aux clients de la banque, ou ne pas en perdre, donc en compensant par un gain, des intérêts, une dévaluation jugée inévitable et plus ou moins sévère. Quant à la banque elle-même, dans tous les cas de figure, elle en gagnera.

La banque, commerciale ou financière, est un métier dont la matière d'œuvre est l'argent.

A « que fait le banquier ? » une seconde réponse est possible : il permet aux entreprises d'accéder aux moyens de créer des richesses.

Cette réponse ne mentionne pas l'argent. Elle prend en compte que toutes les richesses ne sont pas asservies à l'argent et que l'accès à nombre d'entre elles est barré par son usage. Que la banque fasse aujourd'hui office de garde-barrière pour l'ouvrir par des prêts et la fermer par des refus de crédit ne prouve pas que ce soit la fin de l'histoire. Elle peut l'ouvrir et la fermer pour de tout autres raisons, que nous allons préciser et qui permettent de repenser de fond en comble et revaloriser la liberté d'entreprendre.

Aujourd'hui, la création de richesses passe obligatoirement par la résolution de contraintes monétaires, d'une manière frontale ou indirecte. Nous sommes enveloppés de partout par les contraintes de l'argent. Demain, ce n'est pas sûr et même de moins en moins sûr. Car la condition « chrématistique », la dépendance vis à vis de l'Argent, n'a rien de fatal, et il est probable que les peuples en seront un jour libérés, comme d'un vulgaire colonialisme. Quand les peuples seront libérés des contraintes monétaires, leurs entreprises le seront aussi, et les banques au milieu.

Observons donc pour commencer comment les entreprises et les banques doivent actuellement y faire face.

L'argent comme moyen et comme obstacle

Pour entreprendre quoi que ce soit, ou poursuivre un programme, il faut avoir des locaux, des machines, de la matière d'œuvre, de la main d'œuvre, et donc avoir les sous, ou disposer déjà des locaux, machines, matière et main d'œuvre, ne pas les perdre et donc les entretenir même quand ils ne servent pas ou pas à plein rendement. Et pour cela il faut des sous aussi. Dans les deux cas, les sous vous allez les chercher en créant une entreprise nouvelle ou renouvelée des anciennes, en tâchant de vous imposer sur un certain marché où les produits et services que vous aurez créés entreront dans un certain panier de « richesses » comme dans celui d'une ménagère.

Au fil du temps, la nature des entreprises n'étant plus liées à la terre, ni l'argent au métal, les services offerts par les banquiers sont devenus indispensables. Au point que leur position de valet s'est changée en celle de maître qui commande le maître en titre, le « client », particulier, entreprise, ou collectivité.

Nous disons : la banque a pour objet de créer des richesses. Dans le cadre actuel, aujourd'hui tracé, contraint par la raison monétaire, où y a-t-il problème ?

Dans deux angles.

Le premier, celui de la confiance qu'on peut avoir dans la fin de l'aventure qu'est toujours la création de richesses. Car si ça ne se vend pas ? S'il y a plus concurrentiel ? Si celui qui vient à la banque emprunter ne vous offre pas les garanties d'un passé jonché de succès ? S'il vous semble bien un peu jeunot et « trop frais émoulu du collège » ? Si ses précédentes entreprises, on ne sait trop pourquoi, ont manqué de vigueur,

d'audace, et se sont soldées sinon sur un échec tout au moins sur des demis-succès ?

Sous cet angle-là, le banquier prend et multiplie ce qu'on appelle des garanties.

Quelle que soit l'affaire, il ne perdra rien, il le sait, mais elle peut encombrer son temps avec des clients collants, des décisions au caractère émotionnel éprouvant.

Par ailleurs, tous les prêts qu'il consent diminuent ses propres capacités de prêter – et d'emprunter lui-même. Autant prêter à ce qui va rapporter, à qui ou quoi on peut faire confiance, dans des opérations aux risques limités.

Tel est le triste quotidien de la majorité des banques, petitement liées à des affaires petites, qu'elles tondent comme le bourgeois de Rimbaud tond « sa mesquine pelouse ».

L'autre angle est celui de l'espèce d'enrichissement créé, l'enrichissement des uns, mesuré en argent, pouvant se retourner contre celui des autres.

Exemple : un entrepreneur lance un produit ou un service dont les profits sont assurés à court ou moyen terme. C'est le cas de produits qui surfent sur des usages déjà bien établis, dont on va perfectionner la technologie en l'habillant joliment, ou de services qui vont en rendre les clients totalement dépendants, sinon esclaves. Les OGM, certaines applications des nanotechnologies, sont de cette eau-là.

Le banquier peut difficilement dire *holà*, stop. A supposer qu'en tant que citoyen électeur il vote Vert ou Décroissant, qu'a-t-il à connaître, en tant que banquier, des composants de l'appareil électronique, de la technologie dispendieuse en énergie, en eau, des recyclages non prévus, ou de l'extinction des insectes féconds ?

Si aucune réglementation n'interdit, c'est donc permis. Il n'est pas plus tenu que son client d'appliquer d'une manière préventive le principe de précaution. Les dégâts ? Ils seront supportés par d'autres et éponnés par de nouveaux crédits. Les banques actuelles sont aussi faites pour ça. Dans un univers où tout se mesure en argent, elles transforment les dégâts publics en Produit Intérieur Brut, indice symbolique de la richesse nationale.

C'est idiot ? Du gâchis ? Bien sûr, mais il faudra attendre encore un peu, jusqu'à la touche d'exagération finale qui décidera les décideurs à faire quelque chose comme émettre des droits à polluer ou lancer des Grenelles de l'environnement.

Vous voyez bien, il y a de l'espoir, mais vous voyez aussi comment la machine bancaire actuelle, dans les tuyaux de laquelle circule de la monnaie et des informations rabattues sur leurs incidences monétaires, exclusivement - comment cette machine fonctionne à rebours du bien général, de la prospérité collective.

En l'état actuel des choses économiques et sociales, l'enrichissement de l'entrepreneur et de la banque peuvent se développer sans souci aucun de leur participation à l'épuisement des ressources naturelles et au mépris des ressources humaines.

En l'état actuel, exercer son imagination n'a d'intérêt que si l'exercice s'applique à des affaires rentables ou à les rentabiliser davantage encore. Bien d'autres que nous l'ont vu et bien avant nous dénoncé. Mais leur dénonciation est jusqu'à présent restée stérile.

C'est pourquoi, plutôt que dénoncer la participation des banques à la paupérisation générale, nous préférons l'interpréter comme un dévoiement regrettable et les appeler à reconnaître que leur vocation est de contribuer à un enrichissement concret, où la richesse ne se mesure pas en monnaie, et que cette vocation très précisément empêchée par le seul outil, le seul levier dont elles puissent faire usage, celui de la monnaie.

Nouvel exemple.

Vous avez l'idée d'un produit ou d'un service dont le succès serait écologiquement ou socialement souhaitable mais qui peuvent condamner tout un bassin d'emploi. C'est le cas de la machine à laver sans eau.

Si, avec un projet pareil, je vais, rien que pour en étudier la faisabilité, demander à une banque de m'ouvrir un crédit, si le directeur de cette banque a pour clients une société distributrice d'eau, des fabricants de plomberie, et de machines à laver de toutes catégories, il va... réfléchir.

Mon procédé condamne en effet, à terme, ce qui est aujourd'hui généralement considéré comme des richesses. Elle risque de faire du tort à des clients qui s'enrichissent en produisant des machines dont la capacité de rendre le linge et la vaisselle propres soutient celle de fabriquer des moteurs électriques et d'emboutir des tôles, qui « rendent » beaucoup, beaucoup d'argent.

Ayant conçu ma machine à laver sans eau comme un bien collectif enfermé dans un bunker qui garde les bruits pour lui et récupère les poussières, sa philosophie écologique et politique est incompatible avec celle d'une distribution dans chaque foyer, de l'appropriation individualiste d'une technique ou d'un service. Elle est aussi incompatible avec cette philosophie-là que la centrale d'aspiration affectée à tout un immeuble, qui figure déjà dans une Encyclopédie Ménagère Larousse datant des années 1920, dûment brevetée, encore à ce jour à peine exploitée et que les architectes ignorent.

Le conflit entre les richesses dispendieuses pour l'environnement et celles qui lui donnent encore une chance est bien évidemment entretenu, sinon créé par des considérations monétaires.

Pourquoi le « sommet » de Copenhague a-t-il échoué ? Parce que réduire l'empreinte écologique équivalait à des profits moindres, pour les pays dits émergents comme pour les autres.

A court terme, toute innovation doit produire des profits monétaires sans empêcher les précédentes de rapporter. Ce qui n'empêche pas certains entrepreneurs de sauter sur de nouveaux chevaux. Avec un argument moral de poids, depuis quelque temps, si le cheval est vert.

A long terme, on ne peut rien prévoir. En quelques mois les opportunités les plus tentantes peuvent se retourner comme des gants, le bon cheval s'avérer le dernier des toquards ou pire, crever dans une grosse bulle.

Apologue du banquier futé

Et maintenant, sous la forme d'une fiction, voyons comment les choses pourraient évoluer.

Vos clients A, B, C, ont des capitaux. Vous n'avez pas à savoir comment ils ont été acquis. Vous devez répondre à leur demande : comment les faire fructifier.

Vous avez donc prévu toute une gamme de produits à leur proposer. Pour les deux tiers de ces produits, vous avez parfaitement le droit d'ignorer comment ceux qui les mettent sur le marché font pour les rendre aussi attractifs, et les faire rapporter à un taux aussi élevé, au client comme à eux. Vous en avez d'autant plus le droit que la banque reçoit des ristournes sur la vente de ces produits et ne se gêne pas d'en loger dans son propre portefeuille.

Vous n'êtes pourtant pas sans connaître quelques uns de leurs trucs, délicieusement désuets à côté des modernes titrisations de dettes mais qui marchent toujours, comme acheter des entreprises pour les revendre après « restructuration ». Ou procéder par « effets de levier » pour rafler des terrains pas cher et être là, ô combien compatissant et plus offrant quand ceux qui refusaient de vous les vendre les voient brûler. Ou encore implanter une usine polluante pas loin d'un quartier résidentiel, ce qui fait baisser les prix des logements, rachetés et revendus après avoir édifié une tour à la place de l'usine.

Pour les deux tiers de ces produits, vous n'êtes pas sans savoir que votre travail de banquier collabore à quelques infamies. Vous vous honorez d'ailleurs d'avoir compris avant tout le monde ce qu'avait de pervers le regroupement de dettes et leur introduction en Bourse à titre d'actions ordinaires, et aucune de ces choses-là, absolument aucune, n'a jamais figuré dans votre portefeuille.

Et pour le tiers restant ?

Il est constitué en partie par l'achat et la revente de matières premières. On retrouve la spéculation. Vous devez donc insérer le portefeuille du client dans la conjoncture de la real-politik internationale, vous tenir informé de ce que les Chinois s'interdisent d'exporter ou pousser à acheter avant qu'ils ne raflent tout. Ensuite il suffit d'attendre un peu et de revendre au bon moment... Les entrepreneurs seront contents d'en trouver, même à ce prix, et il n'y aura que des esprits chagrins pour vous reprocher d'avoir participé à la cherté des matières premières.

Une autre partie du tiers restant est constitué par l'achat et revente de devises. C'est très spécial, et pas sale du tout, comme l'a prouvé M. Soros, qui fit sauter la Banque d'Angleterre avant de se convertir à la pure philanthropie.

Une autre partie du tiers restant est constituée par des obligations pépères, des actions solides.

Aucune honte, cette fois, à en profiter, n'est-ce pas ? Aucune, à ceci près que l'argent prêté à intérêt oblige mécaniquement l'entrepreneur à en rendre plus qu'il en a reçu. Le brave épargnant qui place ses sous en obligations, actions, SICAV - ou en toute innocence à la Caisse d'Epargne ! - participe donc à l'obligation de faire des profits monétaires toujours plus importants et toujours moins regardants sur les retombées sociales et écologiques. Des profits d'autant plus féroces que le crédit est cher et que le fisc, qui éponge les dégâts sociaux et environnementaux par des taxes au rendement de plus en plus improbable, devient de plus en plus hargneux.

Passons à un autre type de clients : X, Y, Z entrepreneurs et commerçants. Z est chercheur en molécules nouvelles, X en imagerie médicale.

Avec eux, quel plaisir de travailler. Ils ont des idées. Passionnantes. Comment ne pas vous y intéresser et vouloir aider de toutes vos forces à leur réussite ? Ils vous font confiance au point de venir accompagnés de leur chef du bureau d'études. Vous vous informez mutuellement.

Vous n'êtes toutefois pas sans observer que les informations que vous leur fournissez, qui portent - c'est votre métier - sur des taux d'intérêts et cadences de remboursement, ont pour effet de reformater d'une manière de plus en plus réduite leurs projets. Leurs soucis de faisabilité débordent même souvent ceux que vous avez en matière de faisabilité budgétaire et de crédits raisonnables.

Ainsi, ce n'est pas vous, c'est eux qui, pour assurer non seulement la vente de leurs produits mais la fidélisation des acheteurs, ont eu l'idée d'embaucher des ingénieurs ayant pour mission exclusive de calculer la durée des pièces et circuits de telle sorte qu'ils créent des pannes peu après la fin de la date de cessation de la garantie. Ils ont aussi embauché des commerciaux, pour mettre un service hyper-rapide d'enlèvement et de remplacement de machines en panne. Comme elles tombent

Bien vu bien dit, M. Bruckner !

Le pouvoir et la richesse, disait Adam Smith, sont des illusions nécessaires, « d'énormes et fatigantes machines » où le souci du bien-vivre se confond avec les moyens d'y accéder, où l'argent ne fait pas le bonheur puisqu'il est déjà le bonheur en lui-même sous forme de liasses, d'or, de magot. Confusion bénéfique car elle change la face du monde, transforme le désir d'enrichissement en condition de l'aisance pour tous. Excellent raisonnement. Mais nous ne sommes plus à l'époque d'Adam Smith : nos sociétés sont opulentes à en crever et si l'argent est incontestablement libérateur, source d'autonomie et d'anonymat, il nous affranchit de tout sauf de lui-même. Vient un moment où il faut s'émanciper de l'émancipateur, le rappeler à son rang. Tel est le vice de forme : au lieu que l'économie permette à tous de relativiser le souci matériel, elle en devient l'obsession, nous laisse jour et nuit, pauvres et riches, le nez sur les chiffres, les courbes du chômage. Au lieu de nous autoriser une certaine insouciance, elle nous met dans l'obligation de ne jamais oublier que nous sommes agents, ses créatures. Au lieu de nous soustraire au besoin elle nous y enfonce. Le mécanisme s'est perverti en son contraire : le moyen est devenu une fin, les fins sont devenus des moyens. L'état monétaire et marchand s'est infiltré dans tous les interstices de la vie. « Événement aussi monstrueux, disait Péguy à propos de l'argent, que si l'horloge se mettait à être le temps ».

Pascal Bruckner, **Misère de la prospérité**, *La religion marchande et ses ennemis*, Grasset 2002 p. 217.

souvent en panne, le client a davantage intérêt à louer, qui, celles-là, ont intégré un petit génie qui les protège de la Panne mais pas de l'obsolescence accélérée de toutes les machines. Ce qui permet de louer plus cher celles de la génération suivante.

Bien joué. Vous êtes bien obligé d'approuver. Mais ça ne vous empêche pas de constater que s'enrichir vient de changer de régime, et que l'âge de « l'accès » est tout bonnement en train d'emboîter celui de la production.

L'âge de « l'accès », tel que nous le décrit, Jeremy Rifkin, car il est déjà à l'œuvre, n'a plus pour objet de produire des biens pour les vendre. C'est « l'âge » où il est plus rentable d'en faire

cadeau à la clientèle que de les lui vendre, pour qu'elle apprenne à s'en servir et ne sache plus comment s'en passer.¹

Le truc des pilules qu'il faut prendre à vie quand on en a pris une seule s'étend pratiquement à tout : automobiles, ordinateurs, appareils ménagers. Ce qui va rendre les producteurs d'addiction de choses physiques de plus en plus irresponsables et malins, sachant que la durée de ces choses a intérêt à rester limitée.

En régime de profits monétaires, l'âge de l'accès accélère donc la cadence du jetable, qu'il suffit de compacter pour faire de nouvelles îles de rêve et y aménager des marinas de Paradis. Autant de gagné pour la planète.

Si vous restez encore quelques années dans ce métier de banquier, vous verrez un jour les paysans gagner leur vie en vendant non plus des fruits et légumes mais la garantie de se les voir rembourser s'ils pourrissent avant la date prévue.

Les clients courront reconvertir le montant du remboursement chez le pharmacien en achetant des vitamines ou des compléments alimentaires.

Mais pour vous quelle importance ? Dans un système comme celui-là comme dans l'ancien, les entrepreneurs viendront toquer à la porte de votre banque pour garantir leur trésorerie.

Le phénomène vous a cependant ouvert les yeux sur un fait qui vous avait échappé.

Car depuis longtemps déjà, sinon depuis l'origine, si votre cœur de métier est bien de créer des richesses, a-t-il jamais consisté à fournir des sous comme de vulgaires marchandises ?

Ne consiste-t-il pas plutôt à fournir la garantie monétaire qui donne accès à la création de richesses ?

Vous n'avez pas attendu Jeremy Rifkin pour être moderne.

Mais l'accès aux richesses et la création de richesses sont-ils vraiment garantie par les sous ?

Tout ce qui précède montre que non.

Non seulement le flux des sous qui permettent d'accéder aux richesses existantes peut à tout moment tarir mais il peut interdire d'en créer de nouvelles, même si toutes les conditions sont réunies pour réaliser des machines à laver aussi géniales que la mienne.

L'argent, qui nous ouvre la barrière peut aussi la fermer.

On n'y peut rien ? C'est comme ça ?

Alors vous mettez sous le coude, en essayant d'oublier.

Des questions...

Le coude malgré tout vous démange, surtout depuis la crise dite des subprimes, et votre cœur de métier a de plus en plus d'extrasystoles.

Car ces maisons individuelles dont on rendait le rêve accessible à tous les Américains, elles constituaient bien des richesses ? Considérées sous l'angle des dépenses énergétiques et matérielles, elles n'avaient rien de bien économiques ni d'écologique. Mais ce qui les a condamnées n'est pas là. Ce sont les opérations bancaires pour les acquérir.

On a fait marcher le crédit à plein tube et créé des dettes irremboursables, qu'on a regroupé en titres vendus comme du bon pain. Jusqu'au jour où le pain s'est avéré pourri. Les banquiers ont commencé à soupçonner leurs confrères d'en être infectés. La base de dépôts sur laquelle ils avaient le droit de créer de l'argent à raison de treize ou quatorze fois ces dépôts, elle n'a rien garanti du tout. Alors il a fallu sauver les sauveurs attirés, les banques. Et les Etats, qui n'avaient pas de sous et la veille encore leur en empruntaient, ils en ont tout à coup trouvé pour les sauver. On les a vus ramener à la berge leurs sauveteurs attirés.

La presse n'a pas trop ébruité comment ils avaient réussi ce miracle, mais il vous a réveillé comme un coup de gong à l'aube.

Car lorsque vous accordiez un crédit à vos clients ? Il était où, l'argent ?

Vous ne l'aviez pas. Il vous était promis par le remboursement probable de la dette contractée par votre client augmentée par les intérêts.

Vous voilà donc vous souvenant de la création monétaire dont on vous a parlé à l'école.

Une création tellement incroyable, pour vous comme vos camarades, que vous n'avez pas osé réclamer de précisions, et le prof n'a pas voulu offenser vos honnêtes préjugés.

Même si tout cela a été un jour très clair dans votre tête, vous l'avez vite oublié, comme chacun de nous oublie la leçon sur les principes du moteur à explosion, dont la connaissance ne s'impose ni pour rouler aux vitesses autorisées ni pour garer la voiture dans les règles de l'art.

Cette création monétaire qui vient de sauver les sauveteurs et que vous pratiquez vous-même en toute innocence dans les limites autorisées (je rappelle : entre 13 à 14 pour 1 de dépôt), elle finit quand même par remuer des idées et accoucher de quelques questions. Par exemple :

¹ **L'âge de l'accès**, Trad. française *La Découverte* (2000).

Pour créer des richesses, vos entrepreneurs ont besoin de crédit.

Est-ce qu'ils ont pour autant besoin de faire des bénéfiques ?

En voici un qui a utilisé au mieux son emprunt pour rénover ses chaînes de fabrication.

Il a bien travaillé ! Tout est prêt, le produit a été annoncé par voie de presse, sur Internet, affiché à côté d'une acheteuse ravie. Il est dans des caisses prêtes à partir chez les commerçants ou par petits paquets via la Poste.

M. votre Client réunit le personnel, le grand jour est arrivé. Il vous invite à fêter ça. Buwons !

Il n'a pas encore touché un sou en retour du produit qui devrait se vendre comme des petits pains puisqu'une étude de marché a prouvé par A+B qu'ils correspondaient un besoin.

Mais de ces sous, a-t-il vraiment besoin ?

Dans le cadre actuel ABSOLUMENT.

Si l'argent qu'il a investi ne lui revient pas, grossi par de justes bénéfiques, il aura travaillé pourquoi ?

Pour créer des richesses !

Elles sont là, regardez, bien visibles.

Mais si elles ne rapportent pas des sous, ce ne sont plus des richesses, c'est de la faillite.

Ah, pourvu que la clientèle potentielle ait les sous pour acheter.

Une idée...

Le problème de l'entrepreneur, tout à l'heure, était : à quoi bon imaginer de créer une entreprise si on n'a pas les sous pour la faire fonctionner.

Le voici comme inversé : A quoi bon créer des richesses, si les clients ne peuvent pas acheter ?

La première partie du problème, vous l'avez réglé, vous, banquier, en créditant l'entrepreneur.

La seconde partie, comment rendre réels les clients potentiels vous donne une idée.

Elle est, notez-le, tout à fait dans la ligne actuelle de votre métier : faciliter l'achat de toutes sortes de biens à vos clients. Soutenir leur consommation.

Pourquoi ne pas le faire en grand, et créditer à l'avance tous les consommateurs de la somme nécessaire pour acheter les produits de toutes les entreprises ? Le total des produits valant T, les clients auraient été crédités d'autant. Ils auraient de quoi acheter le produit ? Le total de ces achats reviendrait sur le compte de toutes les autres banques.

Chacun des banquiers qui aurait avancé des sous pourrait savoir si les produits créés grâce à ses sous correspondaient bien aux usages pour lesquels ils étaient prévus.

Une Banque ou Comptoir National observerait les choses d'un peu plus haut. Elle ferait quelques commentaires sur un meilleur emploi, comme la Cour des Comptes, et pourrait donner des avis sur la dilapidation des richesses naturelles et la réalité des « richesses » produites.

Une fois l'argent revenu, les deux colonnes, sorties et entrées, seraient comparées, bien sûr, mais si elles ne sont pas de la même longueur, s'il en manque dans les rentrées, ça n'aura rien de catastrophique. D'abord parce que ces belles et bonnes choses restées en rayon seront utilisées plus tard, ou recyclées, ou échangées avec des pays à qui vous ferez connaître le génie national. Et puis, que cet argent vous revienne ou pas, vous quelle importance ? Puisque...

Puisque vous l'annulerez !

Elle est là, l'idée ! L'argent que vous aurez émis n'aura servi qu'une fois, et après usage vous en émettrez d'autre.

Dans ce système, vous accueillerez donc tout autrement l'inventeur de la machine à laver sans eau. Avant d'entreprendre quoi que ce soit, les entrepreneurs ne devront plus chercher comment en faire du profit monétaire. La création de richesses « authentiques », disons, pour faire simple, ne sera plus distordue par les bénéfiques qu'il fallait jusqu'alors en faire.

Vous pourrez donc vous adonner à fond à votre cœur de métier de banquier, créer des richesses, exclusivement. Côté production, créer du bien public et environnemental, en dissuadant les doubles-emplois, les importations inutiles, les ravages environnementaux. Et dans le même mouvement, côté consommation, créer l'accès aux richesses, par le biais de revenus largement suffisants pour tous, puisque leur montant sera proportionnel à la valeur des biens et services mis sur le nouveau marché.

D'une économie sans profits monétaires...

Depuis cinq mille ans qu'il y a des hommes et qui pensent, il est rare qu'un quidam aujourd'hui ait une idée bien nouvelle.

Si, timidement, vous parlez à quelqu'un en qui vous avez toute confiance de celle que vous venez d'avoir, peut-être vous rappellera-t-il qu'elle fut cultivée juste après la crise de 29, sous le nom d'Economie distributive, et que Marx l'avait déjà eue sans que les promoteurs de l'Economie distributive le sachent. Et Marx l'avait peut-être énoncée sans savoir lui-même que d'autres, avant lui...

Qu'avait donc vu Marx ? Que plus la machine se développerait, plus elle mangerait d'emplois, et qu'il arriverait un jour où les travailleurs seraient inutiles. Sismondi l'avait dit aussi.

La production de richesses matérielles par la Machine conduisait à un enrichissement monétaire spectaculaire de leurs possesseurs et à la misère des exploités, jetés à la rue quand on n'avait plus besoin d'eux, jusqu'à ce qu'on trouve d'autres choses à faire, dont le traitement machinisé n'était pas encore au point.

Marx en était arrivé à l'idée d'abolition du salariat. « Les moyens de paiement » devraient correspondre à la valeur totale de « la production sociale ». Point.

André Gorz, qui connaissait bien son Marx, nous a rappelé l'affaire : le texte de Marx figure dans les *Grundrisse*, publiés avant la guerre en URSS et traduits en français seulement au début des années 50. Jacques Duboin, le plus connu des distributistes historiques, ne pouvait pas le savoir. Je signale au passage que Gorz avait pris parti pour un Revenu d'Existence abondé de cette façon, c'est-à-dire garanti par la production réelle et non ce qui reste à redistribuer des profits monétaires après avoir remboursé les intérêts, payé les actionnaires, le fisc, etc.

Bon : vous vous renseignez. Vous lisez la prose distributiste. Et même Élysée Reybaud, un ami de Jacques Duboin, qui a étudié la question d'assez près et commis un essai sur la gestion comptable du nouveau système.

Tout ça date un peu, bien sûr, et contient des risques évidents de centralisation, de planification rigoureuse, de Comité Central... N'empêche : votre cœur de métier en est tout conforté. Conforté par un drôle d'argent qui ne s'accumule plus, émis sans intérêt. Anticapitaliste par construction ! Et quand quelqu'un s'inquiète de savoir comment, de quoi vivrait votre Banque, vous éclatez de rire : elle « vivrait » comme n'importe quelle autre entreprise, recevant des crédits de fonctionnement proportionnés à ses dépenses matérielles.

Dans un système comme celui-là, on ne serait plus obligé de financer petitement et à retardement pour servir tout le monde. On pourrait anticiper sur les besoins, ensemençer de nouveaux usages, aujourd'hui interdits ou déconseillés parce qu'ils donnent du travail...

Mais ? Sur quels critères seraient attribuées les fournitures ?

...à une économie sans argent

Certainement plus en raison directe des profits que leur dépense doit faire : la chose, dans votre esprit, est désormais acquise. Mais en banquier attaché à l'initiative locale, l'idée qu'elles soient attribuées par un bureau central est exclue.

Alors, à la question posée, un jour, comme ça, vous répondez *qu'aussi longtemps qu'il y a on peut prendre.*

Ce qui vous étonne tout le premier et amuse la galerie. Les index font des vrilles. Alors ? c'est « la prise au tas » ? Et ceux qui rafleront tout ?

On n'ose vous traiter de fou, votre position sociale vous protège et vous tenez bon : tant qu'il y a de quoi manger, de quoi répondre aux besoins de base, de quoi poursuivre une recherche, y compris en simplicité volontaire, personne ne doit en être privé. Le tout est de savoir ce qu'il y a, où il y en a et combien.

Et... on n'a pas besoin d'argent pour ça.

Et... si on n'a pas besoin d'argent pour le savoir, pourquoi faudrait-il en avoir pour y avoir accès ?

Comment cette nouvelle idée vous est venue ?

Dans une grande surface, un jour de solitude, en regardant la douchette de la caissière faire des bises lumineuses et sonores à tous les codes-barres qu'elle pouvait.

Chaque baiser informait les fournisseurs qu'ils auraient à renouveler leurs envois. Et chaque fournisseur en faisait sans doute autant avec ses propres fournisseurs.

Qu'est-ce que les prix venaient faire dans cette cascade de tendresses ?

Ils s'imposaient parce qu'il fallait des sous pour assurer les échanges. En clair et dur, tant pis, ils la prostituaient.

Et s'il n'y avait plus de sous ? Est-ce qu'on arrêterait de fabriquer ? Est-ce qu'on se laisserait mourir de faim ? Est-ce qu'on ne toucherait plus aux ressources disponibles ? Ces choses-là, est-ce qu'elles n'arrivent pas, justement quand on se sert d'argent et qu'il vient à manquer...

La douchette de la caissière était branchée sur un double circuit : celui des fournitures et celui des sous. Et si on coupait le second ?

Récapitulons...

Dans le régime actuel, l'entrepreneur doit non seulement avoir des sous pour produire mais que les sous reçus produisent des sous, fassent ce qu'on appelle du profit, du profit monétaire, pour rendre à la banque les sous qu'elle a prêtés augmentés des sous des intérêts.

En régime distributiste, où les usagers disposent d'un revenu assuré et où il n'y a plus de profits à faire, l'accès aux fournitures n'est plus conditionné par des profits.

Mais ceux qui ont défendu ce système, pour écarter l'objection des accapareurs-nés que sont « les hommes », ont conservé l'usage de l'argent. Chaque particulier gèrerait son revenu, un revenu attribué en proportion des richesses disponibles, en achetant ce dont il aurait l'usage. Il ne mettrait tous ses sous sur le même qu'exceptionnellement,

et on pourrait jouer des prix « politiques » pour ralentir les désirs.

Pour échanger et évaluer ce qu'on échange, on collerait donc des prix sur les choses.

Ces prix, pourtant ?

N'allaient-ils pas continuer de pervertir le choix des choses ainsi appréciées ?

En effet, et pour au moins deux raisons.

1. Continuer à faire usage de l'argent inciterait probablement à conserver un certain écart entre les revenus, en travaillant plus ou en posant à MM. les Indispensables. Cet écart induirait des productions dont les mieux payés, même avec un écart de revenus rétréci de 1 à 3, seraient les premiers demandeurs : des productions de bien et services exigeant plus de soin, des ressources plus rares.

Les mieux payés seraient donc, par ce biais, les conducteurs de la production. C'est un fait que les écologistes en général et les Décroissants encore, ont négligé : ils dénoncent l'empreinte écologique dévastatrice des pays riches, mais oublient que les revenus de chacun des usagers de ces pays-là impliquent des empreintes écologiques proportionnelles. Le jour où ils se décideront à faire de l'écologie cohérente, il faudra bien qu'ils parlent des hiérarchies salariale.

2. Même dans une économie où les usagers recevraient de quoi acheter tout ce qu'ils ont produit, le prix valoriserait certains produits et services plus que d'autres et réimpulserait leur production. Plus ce serait cher, plus il faudrait en produire.

Alors, boum, youp l'argent. « Youp » pour dire adieu.

Adieu l'argent, et... et ? Vive la banque !

La banque de l'avenir

1. Une banque d'accès aux informations

Comment elle fonctionne, votre banque sans argent ? Qu'est-ce qu'elle offre comme services ?

Décrivons-la.

Premier volet : c'est une banque d'accès aux informations. La banque de l'avenir, si vous voulez qu'il y en ait un, débarrassé des guerres, des revendications sociales et peuplée d'une humanité réconciliée avec elle-même et sa planète, c'est une banque de données.

Elle ne fournit plus de sous, elle fournit des informations et cherche les meilleurs systèmes pour recenser les richesses, les utiliser au mieux et y donner accès à deux moments-clé : celui de leur transformation en produits et services et celui de l'accès à ces biens et services.

Elle arbore plusieurs drapeaux : le local, le régional, le national et l'international. Elle montre par là qu'elle a une vocation publique. Elle est devenue un ministère à elle toute seule, dont le centre est partout et la circonférence nulle part.

C'était déjà le cas du Marché, notez-le, mais cette fois vous ne risquez plus les groupes de pression, les bénéfiques individualistes, les ravages culturels et écologiques.

Tous ceux qui ont envie de créer une entreprise viennent vérifier sur vos pupitres ou sur leur propres ordinateurs, si c'est faisable, ce qui veut dire : si on a les matériaux, l'énergie, les ressources humaines, pour en faire l'expérience, du plus proche au plus lointain.

Rien qu'en pianotant le titre de leur projet, ou son but, plein d'autres projets et buts allant dans le même sens vont apparaître, actuellement en cours ou abandonnés. Les brevets qui y ont été associés apparaîtront aussi, et les domaines de recherche dont votre projet relève. Les candidats entrepreneurs y chercheront à la fois un appui, des confirmations, et des objections.

Le projet précisera son objet et sa mise en œuvre en fonction de paramètres qui s'adapteront aux distances auxquelles sont les ressources dont vous aurez besoin, des productions qui vont dans le même sens, dans les limites d'un certain territoire, et auxquelles ce projet-là va d'une manière ou d'une autre, s'associer ou entrer en concurrence, comme c'est déjà le cas, mais cette fois le candidat en sera clairement prévenu. Si ce qu'il projette a des incidences négatives, les logiciels sauront très vite le détecter et bloquer.

Les enquêtes sur les ressources locales iront bon train. Elles redécouvriront plein de ressources oubliées. Elles amélioreront sans cesse les services offerts aux candidats entrepreneurs et s'évertueront à « prudenialiser » la fourniture de matériaux et d'énergie, à l'énergie, aux locaux.

Prenons l'exemple de la machine à laver sans eau. Le stock de données dont la banque dispose est capable de vous indiquer ce qui s'est déjà fait dans le domaine des vibrations, dans quels sens vous devez encore chercher pour en améliorer les performances.

La banque répercutera votre appel à tous les spécialistes en vibrations stochastiques, en produits textiles, pour savoir les plus aptes à supporter les vibrations, en sondes capables de reconnaître la matière des tissus, céramiques ou verres dont on va détacher les corps étrangers. Et vous ne craignez pas, cette fois, de ruiner ceux qui assemblent les moteurs, forment et laquent des tôles. Ils ne vont plus se constituer en lobby pour continuer le gâchis d'eau qui leur vaut de l'emploi. Et le jour où toutes les machines à laver sans eau remplaceront les machines qui usaient de l'eau, ceux qui apportaient leur force de travail à ces machines écologiquement immorales se seront depuis longtemps investis ailleurs : les inventions ne manqueront pas.

La libre entreprise » pieds et poings liés à la monnaie, c'est fini. Dans une économie comme celle dont la nouvelle banque est le pivot, qu'est-ce qui peut empêcher un entrepreneur d'entreprendre ?

Le fait tout bête que sa demande en ressources risque de n'être pas abondée.

En permanence, les banques du monde entier font donc respecter des « ratios » autrement sérieux que le ratio qui permettait de prêter 13 ou 14 quand on avait 1. Cette fois on vous avancera 1 quand on dispose de 15. On parlera de ratios de renouveau-labilité, dans le calcul desquels se reconvertiront les mathématiciens et statisticiens qui ont si bien su calculer les profits qu'on pouvait attendre des dettes titrisées.

Les candidats entrepreneurs peuvent être dissuadés d'entreprendre si certains seuils de pollution ou de récupération risquent d'être dépassés. Mais il n'y a plus d'argent à gagner : aucun lobby n'entravera l'ajustement des codes prudentiels. Les candidats entrepreneurs peuvent aussi être, sinon empêchés, tout au moins obligés de tenir compte des objections de caractère culturel, cette fois, que leur projet peut rencontrer. Il suffira qu'il

Des budgets « matière » aux budgets « usologiques »

Quand PROSPER a commencé à envisager en public la possibilité d'une économie sans argent, il la réduisait à un inventaire purement matériel des « choses » : combien d'unité de chacune de ces « choses » il y avait et ce qu'il fallait pour les mettre au monde matériellement. Ce qui obligeait à prendre en compte l'énergie, les transports, la conservation, l'emballage, les ressources naturelles non facturées, les formations professionnelles.

Ce programme d'observation suffisait à faire comprendre les enjeux et surtout qu'une économie démonétisée aurait avec la réalité un rapport bien plus objectif et complet.

Le message passant relativement bien, nous le comprenons désormais dans la nécessité de compter, dans « ce qu'il faut pour le faire », des interactions entre ce dont X fait usage au plan matériel et les usages qui en sont faits, auxquels il participe, qu'il soutient, parfois combat, et peut éventuellement remplacer.

Ce « chapeutage » revient, remarquons-le, à reprendre à la base la leçon initiale de la science écologique. Les interactions entre les « objets » ne peuvent en effet s'expliquer que par leur interdépendance usologique.

Reste donc à mettre au point une méthode « usologique » de prise en compte, plus précise que celle que tous les usagers pratiquent spontanément (v. PROSPER 22, 2^e partie). La présente description de la banque de l'avenir anticipe sur son application (cf. p. 10).

soit lancé à titre expérimental : à condition de pouvoir arrêter à tout moment et que les dégâts soient autant que possible réparables.

On imagine déjà de nouvelles lois. Pensons plutôt à des principes comme ceux qu'on trouve dans les Constitutions : exemple : nulle entreprise ne peut être engagée ni poursuivie si elle n'a un caractère expérimental - ce qui veut dire qu'on peut l'arrêter à tout moment, qu'elle n'a rien d'irréversible. Pour aider à l'application de ce principe, il faut penser dès à présent aux moyens d'automatiser des systèmes qui bloquent les expériences avant qu'elles deviennent ingouvernables et certaines dérives internes ou externes. A l'usage d'automates comme ceux-là, la démocratie ni la planète ne perdront rien, bien au contraire. Il ne faudra pas attendre qu'un hurluberlu tire la sonnette d'alarme ou de rassembler un million de pétitionnaires pour s'en occuper.

La banque de l'avenir

2. Une banque d'accès aux ressources

Deuxième volet : l'accès matériel aux produits et services disponibles.

On peut l'envisager de deux points de vue. Celui des entrepreneurs, qui seront « crédités » des matériaux, énergie, machines, locaux qui leur seront nécessaires, et celui des usagers.

Dans les deux cas, je vous rappelle le principe : tant qu'il y en a, on peut en prendre.

S'il y en a, c'est qu'on a eu la permission de le produire. Voir plus haut : on a « prudenialisé » l'accès aux ressources et pris en compte les recyclage. Au plan écologique, pas de danger.

Et quand il n'y en a plus ?

On renouvelle dans les mêmes conditions.

Et si la demande est telle que seuils de prudenialité sont atteints ?

Eh bien les clignotants s'allument.

Ils s'allumaient déjà, notez bien, lorsque les entrepreneurs ont peaufiné leurs projets, pour leur signaler qu'on avait déjà suffisamment de ce qu'il apporterait et les inciter à plus d'imagination. Ou pour signaler que, dans la même gamme d'usages, si une production quelconque était, pour une raison ou une autre empêchée, il fallait pouvoir trouver des appareils ou produits de remplacement.

La sagesse qui prévaut aujourd'hui déjà pour dissuader de mettre sur le marché un produit ou service qui surabonde ou pour mener de front des productions convergentes, cette sagesse prévaudra demain comme aujourd'hui.

Dans une économie sans profits monétaires ni monnaie, le risque de manquer, envisagé d'une manière globale, ne pose pas de problème. Il n'est en tout cas pas entretenu pour faire monter les prix. La régulation de l'offre et de la demande est aujourd'hui assurée par des prix. Elle est donc aussi filtrée, déformée par l'usage de l'argent.

L'usage d'un outil aussi transparent que celui des codes-barres régulera tout aussi bien et dans la transparence.

Venons-en maintenant aux particuliers.

Répondons d'entrée à l'objection récurrente des « gens » qui rafleraient tout.

Les gens qui ont entendu dire que le riz allait manquer sont-ils aujourd'hui empêchés de faire la tournée des magasins et de rafler le maximum ? S'ils ont les sous, ils le peuvent. Mais ça le serait aussi, notez bien, dans une économie sans profits monétaire qui conserverait l'usage de la monnaie.

Imaginons donc comment ça se passera, dans une économie sans profits monétaires ni monnaie, quand vous irez dans un magasin qui applique le principe « tant qu'il y en a on peut en prendre » ?

Sans trop m'éloigner de l'esprit de l'objection, focalisé sur les individus accapareurs, j'avais pour ma part proposé l'usage de cartes anonymes, disposées à l'entrée du magasin, qui se rempliraient de tous les articles que les clients avaient déjà pris avec cette carte. Passé un certain nombre de « prises », elles refusaient l'accès à l'article. Le client pouvait demander à un autre s'il en restait à prendre sur sa carte et s'il en restait se servait.

Que ce soit lui qui prenne ou un autre, aucune importance, tant qu'il y en avait. Via les cartes d'accès, le système de renouvellement était prévenu de ce qu'il fallait renouveler.

Mais il peut l'être sans recourir à de telles cartes. Les rayons peuvent être équipés de systèmes informant en temps réel de ce qui y entre et sort. Des systèmes sont aujourd'hui à l'étude, qui supprimeraient les caissières : la totalité du contenu du chariot serait automatiquement enregistrée sans devoir déverser les articles sur le tapis roulant. Je regretterai ma caissière favorite, certes, mais elle, sa caisse, j'ai quelques raisons de penser qu'elle ne la regrettera pas.

Quelques uns m'ont déjà remontré que tout ne s'achèterait pas dans des super-marchés, et que l'idée de cartes, qu'ils avaient du mal à concevoir anonymes, n'était donc pas exclue. Mais le marchand de journaux n'est-il pas déjà équipé d'un terminal ? Pourquoi pas la distributrice de fleurs ?

Réinventer la banque...

Reprenons.

Solution basse : abolir les profits monétaires.

La banque continue de créer de l'argent. Sans intérêt. Il ne sert qu'une fois - s'annule au moment de la transaction. Il n'est pas thésaurisable et donc anticapitaliste par construction (j'insiste).

Cet argent génial traîne malheureusement encore avec lui des risques de hiérarchies salariales et ceux qui ont les revenus les plus élevés veulent

en avoir pour leur argent. La consommation se démocratise par paliers, les moins payés sont les derniers à acheter ce qui a séduit les premiers - ou on le leur produira à bas prix, moindre durée et moindre service, ce qui les signalera encore plus gravement comme « gens d'en bas ».

La critique des signes de richesse, de progrès, d'utilité, attendra encore un peu et la planète continuera de souffrir.

Votre cœur de métier de banquier reste techniquement le même - créer des sous. Vous pouvez certes déjà l'élargir en faisant de votre banque une banque d'informations, avec codes prudeniels etc. Mais vous ne pourrez empêcher ceux qui ont les revenus les plus élevés de justifier leur distinction en provoquant des productions dispendieuses pour l'environnement. Et si matériellement il y a de quoi les réaliser, vous ne pourrez rien interdire.

Solution haute : abolir l'argent.

Humiliée depuis des siècles par son usage, la vocation de votre cœur de métier enfin se révèle : ***favoriser la production de richesses et l'accès de tous aux fruits de leur travail.*** Favoriser la production de richesses, recherches incluses, et dans ces recherches toutes celles qui visent à préserver les richesses naturelles.

De cette vocation, vous aviez l'intuition. Mais vous l'avez étouffée.

Vous n'êtes pas devenu banquier seulement pour produire de l'enrichissement en argent. C'était un moyen, par lequel il fallait passer, mais vous visiez autre chose. Vous avez sincèrement pensé que soutenir ce mode d'enrichissement était nécessaire et sain.

Il vous est même arrivé de reprendre, en toute bonne foi, l'argument selon lequel c'est grâce au capitalisme, « malgré tout », que les progrès dont l'humanité s'honore ont été rendus possibles.

A présent, sachant tout ce qu'une banque peut aujourd'hui faire sans argent, et qu'elle ne peut le faire que si on abolit l'argent, vous reconnaîtrez que ces excellentes choses que vous portiez au crédit du capitalisme, l'argent a empêché l'humanité d'en bénéficier plus tôt, et qu'il a affaibli ce que leur usage pouvait avoir de bénéfique.

Mais il ne suffit pas de le savoir, de le dire, et de rejoindre ceux qui le démontrent à longueur de succès éditoriaux et le disent en prose et en vers. Ils sont contre le capitalisme, mais tout contre. Ils n'ont encore jamais proposé d'autre que lui-même pour abolir ses méfaits.

Leurs alternatives, toutes plus généreuses les unes que les autres - redistribution des profits plus juste, association capital-travail, monnaies locales, revenu garanti - s'y adossent.

De plus en plus de collègues admettent faire un sale métier. NON : simplement, le métier ce

n'est pas ça. Leur métier ils ne l'ont jamais fait que dans les coins.

Alors c'est quoi, ce métier ? Celui qui vous reste à inventer, à partir des moyens qui sont là, qui abondent, et dont on peut faire un tout autre usage.

Si tous les banquiers du monde

La planète ne suit plus. Elle est incapable de répondre aux demandes matérielles que lui impose l'obligation de faire des profits monétaires croissants. L'appât de nouveaux gains sur des produits et services qui modèrent son épuisement soutiendra l'appât de gains qui l'épuisent. ***De ce cercle on ne sortira qu'en abolissant les profits monétaires.***

Les peuples n'en peuvent plus. Ils acceptent de moins en moins ce qui leur arrive. Leurs territoires, soumis aux exigences du marché, ne leur appartiennent plus. Pourquoi n'ont-ils plus le droit de se nourrir eux-mêmes ? Pourquoi doivent-ils consentir à une réduction massive de services publics patiemment construits par les générations précédentes ? Pourquoi l'accès au travail, à la retraite, au logement, leur sont-ils refusés ? Pourquoi...

Pour de strictes raisons de comptabilisation monétaire, ***dont on ne sortira qu'en abolissant l'usage même de l'argent.***

Abolir l'argent : qui mieux que des banquiers peuvent aujourd'hui émettre une telle hypothèse ? Qui mieux qu'un banquier peut la faire connaître et pousser à l'éclosion d'une civilisation sans monnaie ? Ils sont mieux placés que quiconque pour connaître les abus, les méfaits et contradictions de l'outil capitalistique.

Et de cette hypothèse, où étudier la faisabilité les applications, mieux que dans les écoles et les instituts d'économie qui préparent au métier ? Ils regorgent de données, d'outils et méthodes de traitement capables de tester les conséquences pratiques du nouveau paradigme tout en pointant les cinglants démentis apportés par les faits aux fausses évidences qui inspirent toutes les politiques économiques actuelles. Ils peuvent dans des délais très brefs, élaborer diverses pistes et les proposer à la mise en ondes politiques.

Tenir des propos pareils semble totalement irréaliste. Les banquiers tiennent le manche et ne le lâcheront pas. Soit. Mais la situation peut s'aggraver et les y obliger. Et il n'y a aucune raison de les condamner et de se passer des compétences qu'ils ont acquises en faisant la seule chose qu'ils étaient autorisés à faire : de l'enrichissement monétaire,

au mépris du reste. Ils ne sont pas plus coupables que des enseignants employés à fournir des négriers et des forces de l'ordre à protéger ce que Mounier qualifiait de désordre établi. Les moyens préjugent de la fin. Exclure, condamner, préjuge d'une société fermée.

Je m'adresse maintenant aux socialistes, à la gauche de la gauche, aux écolos, aux décroissantistes, les anarchistes. Tant que vous admettez implicitement que les profits monétaires et l'usage de l'argent sont la fin de l'histoire, si jamais vous arrivez au pouvoir, vous reproduirez les mêmes turpitudes budgétaires qu'aujourd'hui.

Si vous ne voulez pas les reproduire, si vous ne voulez pas offenser, à votre tour, les valeurs que vous avez défendues, vous devrez en passer par l'abolition de tout comptage monétaire.

Vous devrez donc inventer des institutions chargées d'informer sur les ressources disponibles et la cadence à laquelle elles peuvent se renouveler. Vous devrez aussi en inventer pour y donner accès.

Et que vous choisissiez « la solution basse » avec l'argent, ou « la solution haute », sans, ces institutions seront forcément identifiées à des banques, dont elles occuperont tout naturellement les locaux.

Les banques, qui feront enfin leur cœur de métier, seront au centre du dispositif, comme elles le sont déjà. Mais tous les usagers cette fois comprendront et partageront leur objectif, « dans l'honneur » et non plus le mépris des richesses humaines et de la planète.

